

Fiche de lecture: "Ending the everyday emergency Resilience and children in the Sahel"

Cette fiche de lecture présente le rapport « Ending the everyday emergency Resilience and Children in the Sahel » réalisé par Peter Gubbels et publié par Save the Children and World Vision en juillet 2012.

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Ending-the-Everyday-Emergency-report.pdf>



Au Sahel, un état de crise alimentaire permanente

Pour la quatrième fois en moins de 10 ans, des millions de personnes sont confrontés à une crise alimentaire dans le Sahel. La forte croissance économique connue par la plupart des pays de la région ne s'est pas traduite par une réduction importante de la pauvreté et de la malnutrition.

Les causes de la dernière crise ne sont pourtant pas à chercher dans le déficit de production agricole, ni dans les conditions climatiques. Il s'agit d'un déficit de résilience, qui trouve ses racines dans les problèmes structurels de la région, des problèmes qui ont été longtemps négligés et qui sont aujourd'hui exacerbés par la flambée des prix alimentaires. Affronter ce déficit est le défi majeur de la réponse humanitaire en cours.

La résilience, un concept pour faire le pont entre urgence et développement

Ce qui rend les familles très vulnérables aujourd'hui c'est le fait que les ménages n'ont pas eu le temps ni les moyens de sortir de l'endettement et de reconstituer leurs moyens de subsistance devant la succession rapide des crises. On considère ainsi que le Sahel est confronté aujourd'hui à une crise de résilience. Le concept de résilience peut être défini comme la capacité de population à résister, se relever ou s'adapter aux chocs. Pour maintenir et renforcer cette résilience, il est nécessaire de mettre en place des mesures multisectorielles et de long terme. Dans ce but, il est essentiel de surmonter la vision dominante et segmentée des métiers de l'aide divisés entre actions humanitaires et actions de développement.

Sortir des approches classiques

Les interventions humanitaires qui se sont succédées au cours des dix dernières années se limitaient à réagir à une situation de crise aiguë, souvent de façon tardive et incomplète, en concentrant leurs efforts sur la distribution alimentaire et les mesures d'urgence. D'un autre côté, les approches traditionnelles de développement considéraient que le moyen principal pour réduire les prix alimentaires et par conséquent la pauvreté, étaient d'augmenter l'offre alimentaire (augmentation de la production et amélioration de la productivité).

A contrario, le renforcement de la résilience exige la mise en place d'un système d'actions coordonnées entre différents secteurs et différents types d'acteurs (gouvernements, ONGs, bailleurs, agences onusiennes). Il est aussi nécessaire de changer de focus par rapport aux stratégies agricoles : d'une approche basée sur l'augmentation de l'offre il est nécessaire de passer à une stratégie axée sur la nutrition, davantage intégratrice de la multiplicité des dimensions du problème de la faim. La principale condition de réussite d'un tel changement d'approche est l'existence d'un leadership fort des autorités nationales, capable de coordonner ces actions.

Les mesures préconisées

La prévention de la malnutrition est un point essentiel. Elle inclut des actions de santé, nutrition, protection sociale et d'émancipation de la femme. La malnutrition chez les enfants est en effet une cause et une conséquence d'un déficit de résilience. Un enfant malnutri sera un adulte en santé précaire et moins capable de contribuer au développement de sa communauté. Aujourd'hui un des problèmes sur ce secteur est la multiplicité des intervenants et le manque de coordination entre eux.

L'agriculture familiale joue aussi un rôle central dans la construction de la résilience. L'agriculture familiale reste fortement négligée par les gouvernements qui restent dans une logique

« productiviste ». A contrario, le rapport salue les efforts du gouvernement du Niger et son Programme 3N comme un exemple de politique multisectorielle capable de briser le cercle de la faim et de la malnutrition.

Les transferts sociaux. Dans le Sahel les transferts sociaux prennent généralement la forme de « *safety nets* » c'est-à-dire ici de distributions alimentaires d'urgence pendant les pics de crise. Cela reste une approche de court terme, car les gouvernements craignent les coûts et la complexité administrative d'un vraie système de protection sociale (NB : l'Union Européenne a concentré ses efforts sur ce secteur et est en train d'élaborer un plan de support pour ce type d initiatives).

Un autre problème substantiel est la volatilité de prix alimentaires. Les gouvernements ont souvent opté pour des politiques de distributions de semences à prix subventionnée, or, ce type de politique est très coûteuse et susceptible d'entraîner des pratiques spéculative de la part des grands distributeurs. Une solution peut être sûrement la constitution de réserves nationales et régionales, un projet sur lequel la Cedeao est en train de réfléchir.

DRR et *early response* : la DRR (*Disaster Risk Reduction*) est une approche qui vise à réduire la vulnérabilité et les risques de catastrophes à travers une série d'actions de prévention. Grâce aux efforts qui ont été déployés dans la région ces dernières années des progrès importants ont été faits dans ce sens. A coté des mécanismes internationaux d'alerte précoce, les pays et les institutions régionales ont développés des outils efficaces, ayant permis une prompte intervention des agences internationales lors de la dernière crise.

Les défis : la cohérence des interventions autour de cet objectif de résilience

Le rapport identifie aussi les principaux défis sur les chemins de la construction de la résilience au Sahel. Le premier, et le plus important, étant que la résilience soit un concept partagé par tous les acteurs, or il ne relève pour le moment de la responsabilité de personne. Deuxièmement, la multiplicité d'acteurs à l'échelle régionale complique la construction d'une action cohérente. Enfin, la faiblesse institutionnelle de certains gouvernements de la région ne permet pas de développer la nécessaire articulation entre programmes nationaux et aide internationale.

Laura Rossello